



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2840
6 janvier 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

En 2023

Riposter aux attaques, changer cette société!



Prix

La valse des étiquettes

Pages 4 et 9

Retraites

Une attaque contre tous

Page 3

Gaz

Les trusts encaissent

Page 4 et 6

Leur société

- Retraites : une riposte indispensable 3
- Macron : aveux de Nouvel an 3
- Pour la bonne année : la valse des étiquettes 4
- Gaz : une facture salée en préparation 4
- Prix du carburant : faux remèdes et vrais profits pétroliers 4
- Enseignement : classes en sureffectif 5
- SDF : le ministre veut remettre des enfants à la rue 5
- Nos lecteurs écrivent : pas d'argent pour l'entretien des lycées ? 5
- Radiations à Pôle emploi : les chiffres loin de la réalité 8
- Réforme des tribunaux : austérité dans les prétoires 8
- Pantouflage : sans même traverser la rue ! 8
- SNCF : tout va mal, sauf les profits ! 9
- Eau : les factures flambent 9
- Boulangers : dans le pétrin 9
- Économies d'énergie : les travailleurs trinquent 12
- Omar Sy et le film *Tirailleurs* : une vérité qui dérange 12
- Fil rouge 12

Dans le monde

- États-Unis : toujours plus d'argent pour l'armée 6
- ExxonMobil : touchez pas au grisbi 6
- Melilla : le massacre de migrants absous 6
- Israël : l'extrême droite au pouvoir 7
- Solidarité avec Georges Abdallah et tous les prisonniers palestiniens 7
- Pelé : icône du ballon rond... et du football-business 7

Dans les entreprises

- RATP maintenance : les 300 euros toujours à l'ordre du jour 10
- RATP réseau bus : proposition indécente 10
- Territoriaux d'Angers : les miettes, ça ne suffit pas 10
- CHR Metz-Thionville : catastrophe aux Urgences 11
- Samu de la Haute-Vienne : la finance aux commandes, danger ! 11

Lutte ouvrière

- Louis Pirois, notre camarade 5

En 2023, prenons notre sort en main !

En ce début 2023, les traditionnels vœux de bonne année sonnent particulièrement creux.

Comment se souhaiter la paix quand la guerre fait rage en Ukraine et que tous les gouvernements préparent la guerre ?

Comment se souhaiter bonheur et prospérité quand l'inflation s'envole, que se chauffer correctement sont en train de devenir un luxe pour des millions de familles ? Comment se réjouir quand Macron confirme vouloir reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ou 65 ans ?

Où voir le progrès ? La crise est partout. Nous ne sommes même pas sûrs d'avoir de l'électricité tout l'hiver. Les hôpitaux sont à nouveau débordés. Les transports publics sont à bout de souffle et de plus en plus chers. L'école manque de moyens humains et matériels. Alors que l'épidémie de Covid semblait derrière nous, nous assistons à l'explosion des contaminations en Chine.

Tout le système est fondé sur la recherche effrénée du profit et la loi de la concurrence qui opposent sans cesse les peuples les uns aux autres et conduisent à la domination des pays riches sur les pays pauvres.

La solidarité, si précieuse au monde du travail composé de femmes et d'hommes venus des quatre coins du monde, est attaquée par les coups de boutoir des démagogues xénophobes et racistes et par la chasse aux migrants à laquelle se livrent tous les gouvernements du monde. Comment parler d'harmonie et de fraternité dans une telle situation ?

La seule source d'espoir est de savoir qu'il est possible de changer cette société et que les travailleurs ont la force et la capacité de le faire.

Alors, le meilleur que l'on peut se souhaiter en cette nouvelle année, c'est d'être capables de nous unir, de nous organiser et de nous battre pour défendre nos intérêts collectifs. C'est de réaliser, au travers de nos luttes, la force que nous possédons quand nous agissons collectivement. C'est de renouer avec la conscience que les travailleurs peuvent changer, non seulement leur propre sort, mais toute la société.

L'état de crise permanent dans lequel nous nous enfonçons n'est pas une fatalité. Quand les milliards s'accumulent à un pôle de la société, le recul des conditions de vie des travailleuses et des travailleurs ne résulte pas du destin. Les

richesses ne sont pas aspirées naturellement par les coffres-forts des capitalistes ! C'est le produit de l'exploitation et de la politique de classe menée par un pouvoir au service de la bourgeoisie.

L'inflation généralisée ne vient pas non plus de nulle part : l'énergie et certaines matières premières augmentent parce que les capitalistes organisent et profitent des pénuries pour en demander un prix supérieur. Cette spéculation entraîne aujourd'hui une réaction en chaîne que personne ne contrôle.

La guerre elle-même est le produit de cet ordre social où les capitalistes et leurs États s'affrontent dans l'arène mondiale pour imposer leur domination économique.

Quand on est ouvrier, employé ou technicien, on peut se sentir dépassé et démuné face au grand patronat et au gouvernement qui tiennent les rênes. Mais ce sont les travailleurs qui créent les richesses, qui font tout tourner dans la société et qui produisent les milliards que s'approprient les capitalistes.

Même pour faire la guerre, le gouvernement dépend de nous. Qui d'autre que les travailleurs peut produire les armes, les acheminer et les faire fonctionner ? Sans l'accord des travailleurs, il n'y a pas de guerre possible.

Les gouvernements ne sont forts que de notre passivité. La force d'empêcher l'évolution catastrophique de la société vers plus de misère et de guerres, nous l'avons !

Dans ses vœux, Macron a demandé aux travailleurs de lui faire confiance et de s'unir derrière sa politique. Le tonnerre de nos luttes doit lui répondre : unité des travailleurs et confiance dans leurs forces pour prendre leur sort en main !

La première bataille d'envergure sera celle des retraites. Elle va de pair avec le combat pour que les salaires suivent les prix. Il faut la préparer dès à présent. Macron veut passer en force et se justifie en expliquant que la majorité qui l'a élu aurait, en même temps, approuvé ce projet.

Montrons-lui que l'on peut s'exprimer, et bien plus clairement, par la grève et la manifestation. Unissons-nous à l'échelle de l'ensemble du monde du travail pour affirmer d'une même voix nos intérêts : augmentation des salaires, pas des dividendes ! Pas touche aux retraites, il faut prendre sur la fortune des capitalistes !

Nathalie Arthaud



Retraites : une riposte indispensable

La Première ministre tend des perches depuis le 3 janvier aux divers « partenaires » pour tenter d'assurer au gouvernement un consensus minimal au moment de faire passer sa réforme des retraites.

Le scénario fixé est censé donner l'idée d'un projet fermement décidé : le 10 janvier Borne présente la réforme, le 23 janvier le Conseil des ministres est officiellement mis au courant, puis le Parlement en débat et l'accepte ou non. Si Macron et Borne ne parviennent pas à obtenir une majorité, cette dernière ne reculera pas devant un 49.3, avant l'application prévue à l'été 2023.

Le jeu des préliminaires, inscrit dans ce calendrier, a déjà conduit la Première ministre à un semblant d'assouplissement en direction des députés LR. Le recul de l'âge du départ à 65 ans, évoqué jusque-là, ne serait pas à ses yeux « un totem », glisse-t-elle à l'intention des parlementaires de droite qui se prétendent désireux d'en rester aux 64 ans. À l'intention des dirigeants des centrales syndicales, tel

Laurent Berger qui déploie qu'il « n'y a rien pour la CFDT », il lui sera toujours possible de jeter quelques miettes. Borne pourrait ainsi promettre la prise en compte de la pénibilité ou des carrières longues, et qu'elle n'ira pas au-delà des 43 années de cotisation prévues par la réforme Tournaine, à l'époque ministre de Manuel Valls. L'objectif du gouvernement reste, selon elle, « l'équilibre du système de retraite à l'horizon 2030 ».

Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges. Il est certes avéré que c'est là un mode de communication habituel des gouvernements. Ils endossent l'un après l'autre le rôle de gestionnaires au service des intérêts de la bourgeoisie en faisant mine d'être au-dessus de la mêlée. Mais, cette fois, prétendre que cette réforme serait une nécessité pour « sauver le



Manifestation contre la réforme des retraites précédente, en janvier 2020.

système des retraites par répartition » potentiellement en déficit dans l'avenir relève du matraquage idéologique.

Non, le système des retraites n'est pas en déficit. Le très officiel Conseil d'orientation des retraites, le COR, l'a affirmé dans son rapport annuel, la caisse est bénéficiaire de 3,2 milliards en 2022, et si un déficit se creuse dans les années à venir, il sera minime et fonction de la manière de calculer. Et surtout, comme cela s'est immédiatement vu depuis la reprise d'après-Covid, il suffit pour que les caisses se remplissent que des chômeurs soient embauchés, les salaires augmentés, ce qui ferait croître les cotisations, salariales comme patronales. Mais Élisabeth Borne s'est défendue de vouloir « augmenter le coût du travail » en touchant si peu que ce soit aux cotisations. Et, malgré

les déclarations sur l'égalité femmes-hommes, le salaire toujours inférieur des premières constitue lui aussi un manque à gagner pour les caisses de retraite.

Il n'y a rien qui justifie cette réforme, pas plus que les précédentes qui ont déjà aggravé les conditions de départ et le niveau de pension en instituant des décotes. Des milliers de manifestants ont déjà montré dans les rues leur colère face à chaque projet s'attaquant aux retraités futurs et actuels. Les sondages confirment que l'opposition de la population travailleuse se maintient et augmente.

Le vrai « totem » est dans la volonté explicite de Macron, et derrière lui de la classe capitaliste, de prendre sur la part des richesses consacrée aux vieux travailleurs pour financer la bonne santé des financiers, malgré les crises économique ou sanitaire. Sous

forme d'aides au grand patronat, qu'elles se nomment CICE, « quoi qu'il en coûte » ou suppression des impôts de production, cette logique de vases communicants est inacceptable.

Le financement de la retraite des travailleurs, qui ont créé de longues années durant les richesses de la société et les profits des capitalistes, devrait être à la charge de ces derniers, d'une manière ou d'une autre. Des organisations ouvrières dignes de ce nom, loin de chercher à négocier le moindre mal, devraient d'abord rappeler ce principe, et appeler à s'opposer, par tous les moyens, à cette contre-réforme. Si elles ne le font pas, car leur attitude jusqu'à présent tient de l'attentisme passif, c'est en tout cas aux travailleurs qu'il revient de relever le gant face à cette attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Viviane Lafont

Macron : aveux de Nouvel An

Macron a affirmé, lors de son intervention du 31 décembre, que l'art des vœux est délicat car il concerne « un futur qu'on ne connaît pas ».

Sans doute, mais le passé récent en donne une idée, et aussi la politique récente de Macron lui-même.

Le président a managé la contradiction, alliant dans une même période la défense de la laïcité et la révérence au pape Benoît XVI. Un peu plus tôt, il affirmait œuvrer à la refondation des services publics et promettait même une amélioration visible de l'école, de la santé et des transports dans les

prochains mois.

Les millions d'auditeurs qui savent bien que le désastre actuel découle de quarante ans de mauvais coups gouvernementaux, dont les six dernières années sous Macron, n'ont pu qu'admirer le culot.

Et que dire de cette phrase : « Qui aurait pu prédire la crise climatique ? », alors que l'ensemble des scientifiques l'annoncent depuis trois décennies ?

Au-delà de l'esbroufe et

du mensonge, le fil conducteur des vœux macroniens fut toutefois « l'unité du pays », évoquée à sept reprises, combinée à l'impérieuse nécessité de « travailler plus », revenant comme un refrain.

Selon Macron, les salariés doivent travailler plus, plus longtemps et pour un moindre salaire. Et d'expliquer tranquillement que ses réformes des retraites et du chômage vont les y contraindre dans les meilleurs délais. Ce travail supplémentaire, cette dégradation des conditions de vie de millions d'exploités, se



traduirait en espèces sonnantes dans les coffres des grandes entreprises et de leurs propriétaires. L'unité dont parle Macron est

celle des exploités sous la tutelle de leurs exploités, avec l'État comme garde-chiourme.

Paul Galois

AGENDA

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière 2023

La fête annuelle de Lutte ouvrière aura lieu à Presles, dans le Val-d'Oise, les samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai 2023, pendant le week-end de la Pentecôte.

Réservez votre week-end !

Les fêtes régionales

Oissel

Samedi 28 janvier de 16 heures à minuit
Palais des Congrès
14, avenue Saint-Julien

Saint-Denis

Dimanche 5 février de 11 heures à 19 heures
Salle de la Légion-d'Honneur
6, rue de la Légion-d'Honneur

Maisons-Alfort

Samedi 18 février à partir de 18 heures
Salle du Moulin Brûlé
47, avenue Foch

Pour la bonne année: la valse des étiquettes

À la valse des étiquettes des produits alimentaires s'ajoutent maintenant les augmentations traditionnelles du 1^{er} janvier.

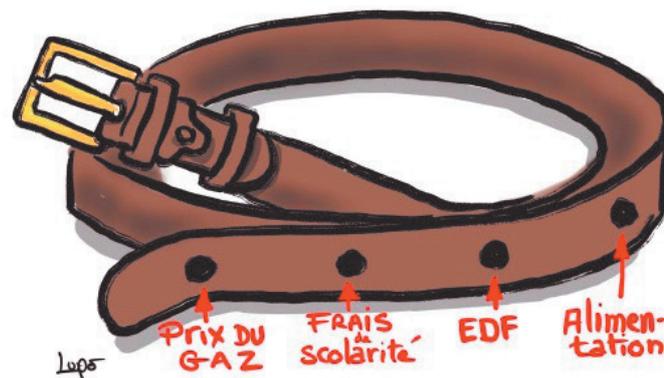
Les transports publics ont annoncé leur augmentation, La Poste a modifié tous ses services et propose de payer plus ou de se contenter d'un service dégradé.

Mais c'est le contexte d'inflation globale qui pèse. La hausse des prix dans les supermarchés est estimée à 12 % pour 2022, loin de l'indice de l'Insee plus proche de 6 % pour l'ensemble des prix.

Le gouvernement met donc en avant ses mesures censées aider la population et ses efforts pour limiter les effets de la hausse des prix de l'énergie qui est, directement ou non, responsable d'une grande partie des autres. Dans la fonction publique, une partie de ceux qui utilisent un vélo et de ceux qui pratiquent le covoiturage, à condition

qu'ils remplissent tous les critères, pourront toucher une petite aide d'encouragement à continuer. Enfin il annonce la gratuité... des préservatifs pour les moins de 26 ans.

Rien de tout cela ne compensera évidemment les augmentations inexistantes ou presque des salaires, pensions, allocations chômage ou prestations sociales. Le smic gagne 20 centimes de l'heure, les retraites 0,8 %, des sommes dérisoires



Gaz : une facture salée en préparation

Les prix de gros du gaz ont récemment chuté. Le mégawatheure se vend actuellement cinq fois moins cher que lors du pic d'août dernier. Cela fait peut-être les affaires des fournisseurs mais, pour la population, l'année n'en commence pas moins par une hausse des tarifs de 15 %. Et d'ici quelques mois, ceux-ci pourraient s'envoler.

L'État prétend qu'il a protégé la population car, sans son bouclier tarifaire, les factures de gaz des particuliers auraient plus que doublé, un peu comme cela s'est passé dans des pays comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne. Mais pour certains petits artisans ou commerçants comme les boulangers qui manifestent en ce moment, qui avaient souscrit des contrats à des tarifs non réglementés, les hausses ont été vertigineuses. Cela a été le cas aussi pour certains bailleurs HLM ou certaines municipalités qui ont répercuté les hausses sur les charges accompagnant les loyers. Et que se passera-t-il, fin juin, quand le bouclier tarifaire du gaz disparaîtra et que les prix du marché s'imposeront à tous ?

D'après les grands médias, les hausses de prix du gaz sont les conséquences de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales contre la Russie, les pays européens ayant été obligés de remplacer le gaz russe par du gaz fourni par d'autres pays producteurs, comme le Qatar, la Norvège ou les États-Unis. Alors que le flux de gaz russe vers l'Europe est aujourd'hui à 20 % de ce qu'il était il y a un an, les livraisons en provenance des États-Unis ont doublé. Et le pic du prix du gaz de cet été s'explique par la ruée des pays européens sur ce gaz américain pour remplir leurs cuves de stockage en prévision de l'hiver.

Les groupes gaziers et les spéculateurs ont été les grands gagnants de la

situation et ont fait des bénéfices exceptionnels. À commencer par le groupe TotalEnergies, qui est devenu le premier exportateur de gaz américain. Et puis ces grands groupes ont eu une politique de prix élevés, se concertant pour limiter leur production. Des mois avant l'offensive militaire russe de février 2022 en Ukraine, les prix du gaz montaient déjà en flèche.

La baisse actuelle des prix de gros pourrait n'être que passagère. Une fois les stocks pleins, la demande a été moins forte et les prix ont chuté, d'autant plus que, l'automne et l'hiver étant doux, les stocks ont peu baissé. Mais quand, après l'hiver, il faudra les renouveler, la demande et les prix pourraient remonter en flèche, à peu près au moment même où le gouvernement prévoit la fin du bouclier tarifaire du gaz pour les particuliers. Autant dire que, en fait de bouclier, il prévoit de les livrer pieds et poings liés à la mafia des spéculateurs.

Pierre Royan

même si retraités et smicards ont déjà été un peu augmentés dans l'année. Dans la fonction publique, où le gouvernement a la main, les salaires ne suivront pas la hausse des prix, tout comme dans la majorité des entreprises

où les patrons limitent au maximum les augmentations salariales.

Alors on peut s'attendre à ce que la hausse des prix se poursuive et à ce que l'écart entre riches et pauvres continue à se creuser.

Inès Rabah

Prix du carburant : faux remèdes et vrais profits pétroliers

Depuis le 1^{er} janvier, finie la ristourne de 10 centimes par litre de carburant dans les stations-service. À la place, une indemnité carburant dérisoire est instituée. Pendant ce temps les pétroliers continuent à faire des profits record.

Face à la flambée des prix des carburants le gouvernement n'a cessé de naviguer entre différentes mesures pour sembler se préoccuper de cette question vitale pour bien des travailleurs. La ristourne sur le prix de l'essence ou du gazole s'est d'abord élevée à 18 centimes par litre, puis est passée à 30 centimes et est redescendue à 10 centimes le 16 novembre. En tout, ce sont 7,6 milliards d'euros d'argent public qui ont ainsi été versés aux capitalistes du pétrole en compensation d'une petite baisse de leurs prix et sans que leurs profits astronomiques aient jamais été écornés.

TotalEnergies a donc pu annoncer des bénéfices record : sur les neuf premiers mois de l'année, il a déjà déclaré 17,3 milliards de dollars de bénéfice net, un montant supérieur à ce qui avait été réalisé sur toute l'année 2021. Le groupe a même pu créer sa propre ristourne temporaire, qui lui aurait coûté environ 500 millions d'euros... et sans doute rapporté pas mal de clients en plus.

Le gouvernement a promis que la fin de la ristourne

serait compensée par une indemnité carburant de 100 euros versée en une fois aux automobilistes les plus modestes. Or cette indemnité ne concernera que ceux dont le revenu fiscal annuel de référence par part est inférieur à 14 700 euros, donc ceux qui gagnent à peine le smic ou en dessous, ou qui ont une famille nombreuse. Autant dire qu'une grande masse de travailleurs pourtant en difficulté ne sont pas concernés par cette prime, qui en plus laisse de côté les retraités et les chômeurs. Tout est ainsi fait pour créer une division entre ceux qui y ont droit et les autres. Sans parler des démarches à effectuer pour la toucher, qui vont dissuader un grand nombre.

Mais le fond est encore ailleurs. Face à l'inflation, le gouvernement fait tout pour protéger les capitalistes qui en sont les profiteurs. Il a laissé ceux du secteur pétrolier profiter massivement de la situation pour faire les poches des automobilistes et s'enrichir sans vergogne. Quand les travailleurs des raffineries se sont mis en grève, l'État a défendu les profits de ces groupes en réquisitionnant des grévistes.

À l'autre bout, les milliards d'euros versés en ristournes et en chèques sont autant d'argent public et seront payés par la population d'une autre façon.

Charles Legoda



Le terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne.

Enseignement : **classes en sureffectif**



À Lamballe, en janvier 2021.

Un rapport publié par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), le service statistique de l'Éducation nationale, bat en brèche la propagande mensongère du gouvernement quant aux moyens mis en œuvre.

Du ministre aux inspecteurs chargés d'appliquer les différentes réformes, tous prétendent depuis des années que le problème de l'école ne provient en aucun cas du manque d'effectif mais, en vrac, de la formation des enseignants, de la pédagogie ou des

programmes. Derrière ce mensonge, différentes réformes, celles des collèges et du lycée, ont d'ailleurs toutes servi à réduire le nombre de postes d'enseignants, à diminuer les heures d'enseignement et à faire gonfler les effectifs des classes. Et la France se

retrouve aujourd'hui championne d'Europe du nombre d'élèves par classe.

Malgré les dédoublements dans certaines classes de primaire, les élèves sont en moyenne 22 par classe contre 19,3 en moyenne en Europe. Et c'est bien pire au collège puisque ce nombre grimpe à 26 élèves contre 21 dans les autres pays. Mais ce sont des moyennes car, en collège, plus d'une classe sur dix compte désormais plus de 30 élèves, deux fois plus qu'il y a dix ans. En lycée général, les classes à 30 sont majoritaires et comptent parfois plus de 35 élèves.

D'avantage d'élèves par classe, cela signifie bien sûr que les enfants les plus en difficulté seront laissés de côté. Cela signifie aussi que le nombre d'adultes dans les établissements diminue.

Et le gouvernement pourra lancer des campagnes publicitaires contre le harcèlement scolaire, afficher sa volonté d'inclure les élèves handicapés dans les classes, tout cela est clairement de l'esbroufe. Toute sa politique contribue à dégrader le climat scolaire et à exclure les élèves les plus fragiles. Et il prévoit encore la suppression de 2 000 postes

d'enseignants pour la rentrée prochaine !

Ainsi, il poursuit sa politique d'économies aux dépens des enfants comme il le fait aux dépens des usagers à l'hôpital, dans les transports, partout où il peut glaner de l'argent, qu'il réserve au grand patronat. Face à un même problème, la riposte doit être générale !

Aline Urbain



Nos lecteurs écrivent **Pas d'argent pour l'entretien des lycées ?**

Agent de maintenance, chargé de l'électricité au sein d'un lycée, je suis en colère contre la dégradation de la situation.

Depuis septembre, deux pannes générales d'électricité ont eu lieu. Dans les deux cas, il m'a été ordonné de réenclencher le local transformateur haute tension alors que je ne suis pas habilité pour le faire. Et, plus grave encore, l'origine de la panne n'ayant pas été détectée, cela rend cette action hyperdangereuse, avec des risques d'électrocution mortels.

Je suis en colère, pas seulement pour moi. Cette année, les collègues du ménage ont vu leur surface à entretenir augmenter d'à peu près un tiers. Cela représente l'équivalent de deux terrains de football en plus par mois, ceci à cause des réductions d'effectif.

Cerise sur le gâteau : aucun des agents ne touchera cette année la maigre prime d'insalubrité, censée

couvrir les travaux « dangereux, incommodes ou salissants ».

Les diminutions de budgets affectent tous les domaines : depuis septembre, nous avons eu une panne de chauffage à cause du manque d'entretien de la chaudière (le lycée a dû fermer une semaine), nous n'avons pas eu d'eau potable pendant une semaine, les pannes Internet sont très fréquentes et les enseignants sont rationnés sur le nombre de photocopies pour les élèves.

On nous dit qu'il n'y aurait pas d'argent pour embaucher ou maintenir les installations du lycée. Mais des milliards existent pour l'armement. Rien que pour les avions Rafale, l'armée en compte 96, l'État va en commander encore 42 pour l'année 2023 et programme d'en posséder 225 avant 2030.

L'argent pour éduquer ou pour tuer : l'État choisit. Révoltant !

Un lecteur du Nord

Le ministre veut remettre des enfants à la rue

« L'objectif qu'aucun enfant ne soit à la rue reste la boussole (...) des services de l'État » : c'est ce que le ministre du Logement ose proclamer, alors qu'il conteste l'hébergement d'urgence accordé à quelques enfants parisiens et leurs parents.

En novembre, quand les nuits devenaient froides, la situation de plusieurs enfants d'une école du 18^e arrondissement de Paris vivant dans la rue avait ému leurs camarades de classe et leurs parents. Ces élèves de 8 ou 9 ans, dont les mères sont pour certaines demandeuses d'asile, essayaient de dormir dans des halls d'immeuble, dans la gare du Nord ou dans les bus

circulant toute la nuit. La solidarité s'était exprimée et ils avaient été hébergés quelques nuits chez les uns et les autres, pendant qu'un dossier avait été monté pour leur obtenir des hébergements. En décembre, un juge des référés au tribunal administratif avait ordonné au préfet de la région Ile-de-France d'attribuer un logement en urgence à ces enfants et à leurs mères.

Or il n'y a pas assez de logements d'urgence. Le ministre a donc contesté auprès du Conseil d'État la première décision de justice, arguant que des enfants à la rue en hiver ne sont pas « des éléments (...) de nature à établir un degré de vulnérabilité ». S'il obtient satisfaction, Olivier Klein, le ministre du Logement, autrefois élu PCF, puis PS et à présent macroniste, pourra se vanter d'avoir remis ces familles à la rue.

Heureusement que Macron avait promis qu'il n'y aura plus personne à la rue à la fin de l'année... 2017.

L. D.

Louis Pirois, notre camarade

Notre camarade Louis Pirois, que nous appelions Gordon, est décédé mercredi 21 décembre dans sa quatre-vingt troisième année.

L'armée française en avait fait un révolté en l'envoyant faire son service militaire en Algérie. L'effacement du PCF devant Mitterrand en 1965 en fit un révolutionnaire. C'est en effet lors des débats à ce sujet dans la section CGT de l'usine Sud-Aviation de Courbevoie qu'il prit contact avec les camarades

de Voix ouvrière. Il devint rapidement un militant de notre tendance et le resta toute sa vie.

Licencié de Sud-Aviation, Louis commença à militer à Thomson, devenu aujourd'hui Thales. Subissant l'ostracisme tant de la direction que des bureaucrates syndicaux, il continua son activité

contre vents et marées, publia son bulletin *Lutte ouvrière* jusqu'à son dernier souffle et sut toujours s'entourer d'un solide réseau d'amitiés.

Bien des camarades l'ont connu et apprécié comme programmateur et animateur des cinémas de notre fête annuelle. Il n'avait pas son pareil pour obtenir un film, la présence d'un réalisateur et faire vivre une sorte de ciné-club populaire

durant ces trois jours.

Nous nous souviendrons de sa constante et patiente volonté de faire exister les idées communistes parmi les travailleurs, de l'attention qu'il portait aux autres, de sa personnalité faite de douceur autant que de révolte. Nous sommes de tout cœur avec sa compagne, son fils et tous les camarades qui l'aimaient et l'ont accompagné une dernière fois, le 4 janvier.



États-Unis : toujours plus d'argent pour l'armée

Peu avant Noël, les États-Unis ont alloué un budget record à leurs armées pour 2023. En hausse de presque 10%, il se monte à 858 milliards de dollars.

Le Congrès des États-Unis, encore dominé par les démocrates avant que les nouveaux élus ne rentrent en fonction, a même octroyé 55 milliards de plus que ce que demandait le Pentagone. C'est un cadeau de Noël consistant pour les entreprises du complexe militaro-industriel comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, Northrop Grumman, etc., leur garantissant des profits énormes.

Bien que n'étant pas en guerre officiellement, les États-Unis entretiennent un immense appareil militaire dont le financement a crû de 300 milliards de dollars en huit ans, malgré le retrait

d'Afghanistan. Ils consacrent plus d'argent à leurs armées que l'addition des budgets militaires des neuf pays suivants, dont la Chine et la France. La pression militaire de l'impérialisme américain s'exerce sur tous les continents avec environ 750 bases dans 80 pays.

Pour rester le gendarme incontesté du monde au profit de ses capitalistes, l'État américain se ruine en dépenses militaires. C'est autant de centaines de milliards qui ne vont pas aux écoles publiques délabrées, à l'entretien des routes et ponts qui s'effondrent, au système de santé incapable

d'empêcher que l'espérance de vie ne recule.

Lorsqu'ils ont mené des guerres, écrasant sous les bombes de lointains pays, tels la Corée, le Vietnam, l'Irak ou l'Afghanistan, les États-Unis les ont toujours fait payer à leurs classes populaires, tout en les abreuvant de propagande nationaliste teintée de racisme. Les cimetières et hôpitaux militaires se sont emplis de morts et de blessés. Les rues du pays se sont peuplées de vétérans SDF souffrant souvent de troubles mentaux et d'addiction aux drogues.

Ce militarisme dévorant est le prix que le système capitaliste nous fait payer pour sa survie.

Lucien Détrioit

Melilla : le massacre de migrants absous



Les migrants à Melilla, le 24 juin 2022.

Le 24 décembre, 87 migrants ont été condamnés en appel à des peines allant de trois mois à deux ans et demi de prison ferme par la justice marocaine pour des faits qui remontent au 24 juin 2022.

Près de 2 000 migrants, venant principalement du Soudan et du Tchad, avaient tenté de passer par-dessus les barbelés d'un poste frontière à Melilla, enclave espagnole au Maroc, pour rejoindre le territoire de l'Union européenne.

L'Espagne a laissé les forces de police marocaines assumer le rôle le plus violent

dans une répression qui avait causé au moins 23 morts.

Le 23 décembre, le parquet espagnol a de son côté classé l'enquête sur le drame de Melilla : l'action de la police espagnole n'aurait aucun lien avec les morts et les blessés. Mais fin novembre, un groupe de journaux internationaux, dont *El País* et *Le Monde*, publiait des

documents laissant plutôt penser que la police espagnole avait pris largement sa part dans les horreurs du 24 juin. On y voit des agents espagnols frappant les migrants et encadrant leur renvoi brutal de l'autre côté de la frontière.

Des migrants gravement blessés côté espagnol ont été traînés de l'autre côté de la frontière par des policiers marocains, sous les yeux de leurs collègues espagnols. Côté marocain, une partie des migrants ont été maintenus attachés au sol en plein soleil. Près de 500 ont été envoyés en car à des centaines de kilomètres de la frontière, dépossédés de leurs affaires et laissés sans soins au bord de la route. Outre les morts, jusqu'à 37 selon les chiffres officiels, 77 autres personnes ont été déclarées disparues par les familles.

Dans toutes ces atrocités, les forces de police marocaines servent d'exécutantes d'une politique qui, depuis des années, multiplie barbelés et prisons aux portes de l'Europe.

Le gouvernement espagnol agit dans la continuité de ses prédécesseurs qui ont rehaussé les clôtures, multiplié les barbelés, en y ajoutant des lames meurtrières. Pour le chef du gouvernement socialiste Pedro Sanchez, les

ExxonMobil : touchez pas au grisbi

Le groupe pétrolier ExxonMobil a déposé un recours devant la justice européenne contre la « contribution temporaire de solidarité » décidée par l'UE.

Alors que ce groupe a réalisé un bénéfice net de 37,6 milliards de dollars aux seuls deuxième et troisième trimestre 2022, il refuse de payer cette taxe qui ne devrait atteindre pour lui que deux milliards.

La contribution temporaire de solidarité a été décidée le 30 septembre par les membres de la Commission européenne, accompagnés des ministres de l'Énergie des 27 pays de l'UE. Dans un contexte marqué par l'inflation, ils ont prétendu s'attaquer aux super-profits des groupes de l'énergie réalisés depuis le début de la guerre en Ukraine.

Cette taxe avait aussi servi à Macron pour s'opposer à une mesure semblable en France. Tout ce bruit est fait pour une mini-taxe, et temporaire qui plus est ! L'assiette sur laquelle repose le prélèvement de 33 % est, en effet, bien petite par rapport aux profits totaux réalisés par les groupes ciblés. Le mécanisme devrait s'appliquer aux entreprises dont les profits de 2022 sont supérieurs de 20 % à la moyenne des quatre années précédentes, c'est cette somme

supplémentaire qui serait taxée. Pour TotalEnergies, par exemple, la contribution pourrait ne représenter que 640 millions à 1 milliard de dollars, alors que le groupe pétrolier a réalisé 6,5 milliards d'euros de bénéfices au troisième trimestre 2022 et 18 milliards au premier semestre. De plus, seuls les secteurs du pétrole, du gaz, du charbon et du raffinage sont concernés. Sont-ils les seuls grands groupes à profiter de la guerre pour accroître leurs bénéfices ? Que dire des fabricants d'armes ?

Les dirigeants de l'UE veulent faire croire qu'ils prennent une mesure en faveur des populations, tout en prenant grand soin de ne pas écorner les profits des grands groupes. Mais les petits calculs de l'UE, ExxonMobil s'en moque. Ce grand groupe fait partie des entreprises faisant le plus de profits au monde grâce à l'exploitation, au pillage de territoires et à la corruption, les plus émettrices de gaz à effet de serre dans ce secteur, et n'en refuse pas moins de payer cette taxe ridicule. Pourquoi se gêner ?

Josephine Sina



migrants sont des coupables puisqu'ils tentent de franchir une frontière illégalement, et s'organisent pour cela. Ce gouvernement, avec ses alliés du Parti dit communiste et de Podemos, assure ainsi

la continuité dans la gestion d'une société capitaliste qui sème guerres et misère, et érige des barbelés contre ceux qui voudraient trouver ailleurs de meilleures conditions.

Charles Legoda

Israël : l'extrême droite au pouvoir

Jeudi 29 décembre, Benyamin Netanyahu est finalement parvenu, au prix de longues tractations, à constituer son gouvernement, dont la moitié des membres appartient à l'extrême droite religieuse et nationaliste, voire ouvertement raciste.

Le parti de la droite traditionnelle, le Likoud, s'est réservé certains ministères clefs comme celui de la Justice, qui jouera un rôle très important alors qu'un procès est en cours pour trois accusations de corruption à l'encontre de son dirigeant Netanyahu. Mais celui-ci a eu fort à faire pour s'assurer le soutien de ses alliés d'extrême droite, condition indispensable pour obtenir une majorité à la Knesset, le Parlement israélien. Ainsi, le dirigeant du Shas, une organisation juive ultraorthodoxe, habituée des combinaisons ministérielles, ayant déjà siégé dans le passé aux côtés des travaillistes, avait été condamné pour fraude fiscale, ce qui lui fermait tout accès à la haute fonction publique. Il a donc fallu faire voter d'une façon un peu précipitée une loi lui permettant de devenir ministre de l'Intérieur, de la Santé et vice-Premier ministre.

À côté de ce type de vieux routier de la politique israélienne siègent des éléments venant d'une frange

de l'extrême droite qui était jusque-là tenue à l'écart des responsabilités gouvernementales. Ainsi, le dirigeant et unique député du parti ultrareligieux Noam, partisan de réduire les droits des femmes et des homosexuels, a été nommé ministre adjoint au bureau du Premier ministre chargé de la promotion de « l'identité nationale juive » dans une institution créée sur mesure.

Le dirigeant du parti Sionisme religieux, partisan du développement de la colonisation juive en Cisjordanie, et vivant lui-même dans une colonie, a été nommé ministre indépendant au sein du ministère de la Défense. De cette façon il aura la main sur les constructions dans la zone C de Cisjordanie, zone sous contrôle civil et militaire israélien. Il pourra ainsi appuyer la création de colonies juives en évinçant des Palestiniens de leurs terres. Un autre représentant des colons, Itamar Ben Gvir, du parti Pouvoir juif, prend la tête d'un superministère de la Sécurité nationale, alors



Manifestants palestiniens contre l'implantation d'une colonie juive dans le village cisjordanien de Kafr Qaddum.

qu'il a été condamné pour incitation au racisme, soutien à des organisations terroristes juives, et qu'il se dit partisan du transfert d'une partie de la population arabe d'Israël vers les pays voisins.

Le gouvernement prévoit de réformer le système judiciaire, afin notamment de diminuer les pouvoirs de la Cour suprême qui, à plusieurs reprises, a pu faire obstacle à certaines des mesures prônées par l'extrême droite la plus réactionnaire.

Des installations de colonies juives avaient pu aussi être bloquées par des tribunaux. Les droits des Arabes israéliens, considérés comme des citoyens de seconde zone, pourraient être encore plus remis en cause, mais beaucoup d'Israéliens craignent à juste titre un recul général des droits et des libertés publiques.

Le premier acte de ce gouvernement sur le plan international a consisté à bombarder lundi 2 janvier l'aéroport

de Damas, en Syrie, faisant quatre morts. Le lendemain le ministre Ben Gvir y a ajouté une provocation à l'égard des Palestiniens en se rendant sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem. Renforcement de l'extrême droite, évolution vers un régime de plus en plus autoritaire et état de guerre permanente, telles sont les seules perspectives que ce gouvernement et sa politique d'oppression des Palestiniens peuvent offrir aux Israéliens.

Marc Rémy

Solidarité avec Georges Abdallah et tous les prisonniers palestiniens

La campagne unitaire de soutien à Georges Abdallah appelle à un rassemblement à Paris en solidarité avec tous les prisonniers palestiniens, ici et en Israël.

Outre le sort fait par l'État français au militant des droits des Palestiniens qu'est Georges Abdallah, libérable depuis vingt-trois ans mais qui continue de

pourrir dans une prison française pour ne pas froisser les États-Unis et Israël, ce rassemblement entend aussi attirer l'attention sur la situation des 4 760 Palestiniens actuellement emprisonnés en Israël.

Depuis sa création en 1948, l'État israélien n'impose pas seulement aux Palestiniens de multiples

discriminations, il emprisonne des milliers de militants dans un total arbitraire.

Lutte ouvrière s'associe à cette protestation, samedi 14 janvier à 17 h 30 place Jean-Ferrat à Paris, au métro Ménéilmontant (ligne 2).

Pour en savoir plus : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Pelé : icône du ballon rond... et du football-business

La mort, le 29 décembre, de Pelé, considéré par beaucoup comme le meilleur joueur de football de l'histoire, a donné lieu à trois jours de deuil national au Brésil et à un déferlement d'hommages. Si beaucoup gardent en mémoire ses exploits, aux yeux des Biden, des Poutine et des Macron, unis pour l'occasion, Pelé était un symbole pouvant alimenter le sport-business.

La vie de celui qui grandit dans une famille ouvrière d'une petite ville du nord de Rio et gagna trois coupes du monde illustre en effet comment l'économie capitaliste et ses dirigeants politiques entrent en symbiose avec le football de haut niveau. À la fin des années 1960, les chefs de la dictature militaire brésilienne utilisèrent l'image de Pelé et la victoire de leur pays lors de la coupe du monde de 1970, dont il fut l'artisan, comme une arme diplomatique. Il s'agissait en particulier de faire taire les critiques, à l'intérieur du

pays comme à l'extérieur, notamment à propos de la torture des opposants politiques. Le Qatar aujourd'hui n'a rien inventé.

Comme de nombreux autres sportifs à la retraite, le roi du ballon rond connut ensuite une carrière diplomatique à l'ONU et fut aussi nommé ministre des Sports entre 1995 et 1998 dans le gouvernement brésilien. Parallèlement, il ne cessa d'apparaître dans un multitude de campagnes publicitaires, à l'instar de la plupart des stars du foot. Il fut aussi constamment mis en avant

pour assurer la promotion des événements organisés par la puissante fédération internationale de football, la FIFA. Ainsi, il n'eut de cesse de mettre en avant la beauté du jeu et la fête populaire que les Coupes du monde sont censées être, pas gêné par les profits scandaleux des sponsors et des marchands de béton. Pelé n'hésita d'ailleurs pas à fustiger ceux qui dénonçaient cette réalité.

Mais, au fond, Pelé ne fut qu'une voix qui ne se distinguait pas des autres dans le concert des promoteurs du foot-business. L'économie du football représente un chiffre d'affaires annuel qui avoisine les 400 milliards de dollars. Si la FIFA y joue le rôle de distributeur en chef des contrats, moyennant pots-de-vin et étroites connivences politiques, ses véritables bénéficiaires sont



Pelé, ministre des Sports dans le gouvernement de Cardoso.

les actionnaires de Nike, Coca-Cola, Sony, mais aussi Bouygues et Vinci. À un autre niveau, les liens noués autour du football dépassent parfois largement ces sponsors, comme on l'a vu avec les voyages d'affaires de Macron au Qatar lors de ce dernier

mondial. Ils constituent un des canaux par lesquels se tissent des relations diplomatiques qui, dans cette période, débouchent parfois sur des ventes d'armes. On est loin de la beauté des passemments de jambe d'un Pelé.

Thomas Baumer

Radiations à Pôle emploi : les chiffres loin de la réalité

En novembre, la direction de Pôle emploi a supprimé plus de 58 000 chômeurs de ses listes, un chiffre en hausse de 19 % ! Sur l'année 2022, 50 500 personnes ont été radiées en moyenne tous les mois, contre 44 000 en 2019.

C'est autant de travailleurs qui ont perdu leur allocation chômage et qui sont en train de sombrer, eux et leur famille, dans la pauvreté. Mais pour le gouvernement, cela permet de baisser sur le papier le chiffre du chômage et de fanfaronner de manière indécente en affirmant qu'on

va vers le plein emploi.

Cette hausse du nombre des radiations est le résultat d'une attaque clairement annoncée par Macron en novembre 2021 : « *Les demandeurs d'emploi qui ne démontreront pas une recherche active verront leurs allocations suspendues.* » Depuis, Pôle emploi a radié encore

plus systématiquement qu'avant les travailleurs ayant manqué ne serait-ce qu'un seul rendez-vous. Et surtout, il a multiplié les contrôles pour insuffisance de recherche d'emploi. Il y en a eu 500 000 en 2022 contre 150 000 en 2017.

Cette attaque s'inscrit dans la guerre planifiée par le gouvernement contre les chômeurs et contre tous les travailleurs. Depuis des mois, il multiplie les lois et les mesures qui augmentent le nombre de mois de travail

nécessaires pour pouvoir toucher le chômage et il diminue le montant des allocations ainsi que la durée pendant laquelle on peut les toucher. Il mène une campagne permanente avec la complicité des médias pour faire porter la responsabilité du chômage sur les travailleurs sans emploi, et non sur le patronat qui licencie et supprime des postes à tour de bras.

Cette politique anti-chômeurs vise tous les travailleurs. En faisant pression pour que les chômeurs acceptent n'importe quel emploi, le gouvernement aide le patronat pour que, dans cette période d'explosion des prix, il n'ait pas à augmenter les salaires. D'ailleurs, d'après

Mediapart, les contrôles de Pôle emploi se concentrent actuellement principalement sur les travailleurs inscrits dans les métiers dits « en tension », comme la santé et l'action sociale, les hôtels et la restauration, ainsi que le transport de voyageurs et de marchandises. C'est justement là où les patrons se plaignent de ne pas arriver à embaucher et où les salaires sont très bas et les conditions de travail de plus en plus dures.

Ce qu'il est urgent de radier, c'est cette politique du patronat qui impose toujours plus de travail par toujours moins de personnel avec des salaires toujours plus bas, pour qu'il fasse toujours plus de profits.

Arnaud Louvet

Réforme des tribunaux : austérité dans les prétoires

Le 1^{er} janvier, la dernière des réformes de la justice, celle visant à généraliser des tribunaux d'assises sans jury, devait entrer en application sur l'ensemble du territoire après avoir été testée dans une quinzaine de départements.

Il s'agit de faire juger par des juges professionnels ce qui l'était auparavant par des jurys populaires sous la présidence de juges. Cela concerne des délits comme des viols et autres crimes dont les peines encourues vont de quinze à vingt ans de prison. La justification avancée est de raccourcir les délais de jugement. Il faut dire que la France bat des records en la matière et a été condamnée à ce propos à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme.

En réalité il s'agit surtout de faire de pauvreté vertu, de tenter quelques économies, et de suppléer à la marge à la grande misère de l'appareil judiciaire dans le pays. Les droits des personnes seront-ils mieux garantis ? Rien n'est moins sûr. D'ailleurs de nombreux

avocats s'en sont inquiétés.

Ce service public, à l'image de tous les autres, connaît un délabrement catastrophique. Bien sûr la justice, en tant que bras de l'État, n'est pas et ne peut pas être une « justice égale pour tous ». L'appareil judiciaire est là pour servir les lois qui définissent la protection des intérêts généraux de la classe dominante, la bourgeoisie. Mais des millions de justiciables, de petites gens, sont obligés d'y faire appel pour garantir les quelques droits qu'ils ont et pour régler, autant que faire se peut, une multitude de problèmes liés à la vie de tous les jours : justice prud'homale pour le droit du travail, justice familiale pour la garde des enfants et les pensions alimentaires, tribunal de la Sécurité sociale pour les accidents du

travail et les handicapés, justice civile pour faire face aux assurances, aux banques et autres prédateurs, etc.

C'est cet ensemble judiciaire qui est dans un état déplorable, avec des sous-effectifs si patents que l'ensemble de l'institution, juges et procureurs compris, renâcle contre ce gouvernement, comme contre ceux qui l'ont précédé. Des délais invraisemblables sont imposés pour avoir un rendu de jugement, parce qu'il manque des greffiers pour le dactylographeur, qu'il manque des photocopieuses ou parce que les fuites d'eau dans les tribunaux rendent impossible l'accès aux bureaux, voire aux salles d'audience, chauffées si l'on en trouve les moyens.

S'il est un domaine où le mépris des dirigeants de l'État envers la population s'affiche avec impudence, la justice est dans le peloton de tête, avec ou sans réformes.

Paul Sorel

Pantouflage : sans même traverser la rue !

Le 20 décembre, Jean Rottner a présenté sa démission de son poste de président LR du conseil régional du Grand Est, pour des « raisons familiales ».

Moins de dix jours plus tard, on apprenait que sa « raison familiale » était une embauche au poste de directeur de la future antenne Grand Est pour le promoteur immobilier Réalités !

De nombreux politiciens ont fait mine de s'insurger contre ce passage d'un poste d' élu à une entreprise privée. Christophe Choserot, un élu de la majorité présidentielle, a par exemple déclaré : « *Rottner part avec une quantité de données territoriales importante... On était en pleine révision du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Il sait exactement quelles vont être les modifications de ce schéma, quels sont les atouts et les difficultés des territoires, ce n'est pas rien.* »

Les mêmes politiciens de la majorité n'ont pourtant rien trouvé à redire quand le ministre des Transports Djebbari a démissionné cette année de son poste pour se faire embaucher par la

start-up Hopium, spécialisée dans la fabrication de voitures haut de gamme à hydrogène.

En réalité, ce qu'a fait Rottner est monnaie courante. Cette pratique porte même un nom : le pantouflage. Et elle est parfaitement légale, à condition que la Haute autorité pour la transparence de la vie publique estime qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts entre les deux emplois. Autant dire qu'elle n'est pas particulièrement exigeante. Ainsi, dans le cas Rottner, elle a validé son choix en donnant comme avis : « Compatible avec réserve ».

Les liens entre les hommes du monde des affaires et ceux de l'État sont fusionnels. Ils sont du même milieu, se sont croisés dans leur jeunesse dans les mêmes grandes écoles et continuent à se fréquenter et à se marier entre eux. Ils constituent une seule et même grande famille, pour reprendre les mots de Rottner...

A. L.



À Paris, en décembre 2021.

SNCF : tout va mal, sauf les profits !

La SNCF a réalisé un bénéfice record de 2,2 milliards d'euros en 2022. Le précédent record datait de 2017 avec 1,3 milliard d'euros. La SNCF n'a pas tenu à claironner ce chiffre. Et pour cause : tant côté voyageurs que cheminots, la dégradation est palpable.

Le manque d'embauches et d'investissements se traduit par un chaos grandissant dans tous les transports du quotidien avec des trains supprimés, retardés ou surchargés.

Utiliser les trains coûte de plus en plus cher : plus 5 % en moyenne sur les tarifs grandes lignes.

Côté cheminots, la SNCF ne propose que 2 % d'augmentation du salaire de

base en janvier 2023 alors qu'elle dégrade brutalement les conditions de travail et de roulements. Le mouvement des contrôleurs, qui s'est propagé sans consignes syndicales en décembre dernier, exprime la colère existant contre cette situation.

La direction prétend que cette grève lui a coûté 100 millions d'euros, une somme largement

supérieure à celle nécessaire pour satisfaire les revendications salariales des 10 000 contrôleurs. Elle a préféré camper sur ses positions, provoquer la grève et annuler les trains, pour finalement lâcher quelques centaines d'euros de prime annuelle aux contrôleurs, ce qui est bien loin du compte. La SNCF, comme tous les patrons, mène la guerre de classe et ne cède un pouce

de terrain qu'au prix de combats acharnés. Et c'est seulement par crainte de devoir affronter des mouvements plus larges.

Alors il faut préparer de tels combats à une grande échelle pour imposer que les milliards de profits patronaux reviennent aux services utiles à la population et à ceux qui les font tourner.

Christian Bernac

Eau : les factures flambent

Les tarifs de l'eau augmentent dans de nombreuses communes : 9,5 % à Roubaix, 10 % en moyenne à Clermont-Ferrand, peut-être davantage pour les 58 communes regroupées autour de Charleville-Mézières....

Les factures sont très variables d'un endroit à l'autre, mais leur point commun est d'être souvent déjà bien lourdes. En moyenne, une famille de trois personnes dépense déjà plus de 500 euros par an, généralement inclus dans les charges locatives ou de copropriété.

De cet argent collecté, cinq milliards d'euros par an vont aux communes, regroupées en une douzaine de milliers de syndicats

qui gèrent la distribution d'eau potable et l'assainissement des eaux usées. Cinq autres milliards vont à Veolia, Suez et la Saur, les trusts de l'eau qui se sont vu remettre les clés de sa gestion par près d'un tiers des regroupements de communes. Sur les factures figurent aussi, pour plus de deux milliards d'euros, des redevances destinées aux Agences de l'eau, pour traiter celle qui a été polluée par des usages agricoles et

industriels marqués par la recherche de rentabilité.

De plus, les pompes, les appareils d'analyse, les surpresseurs consomment énormément d'énergie dont le prix s'est envolé, de même que les produits de traitement pour rendre l'eau potable. Le prix des tuyaux en fonte dans lesquels elle circule a augmenté lui aussi, mais renoncer à leur renouvellement, ce serait aggraver les fuites du réseau et donc faire payer aux ménages encore plus d'eau perdue.

Il n'est pas acceptable que tous ces frais retombent inexorablement sur les usagers. Les milliards de profits

accumulés par les trusts de l'eau depuis si longtemps doivent servir à entretenir le réseau. Quant aux redevances perçues par les Agences de l'eau, leur utilisation échappe au contrôle des usagers.

Pour démêler cette situation inextricable, il faudra un contrôle de la population et des travailleurs du secteur, sur les prix de tous les



composants nécessaires à un service public de l'eau.

Jean Sanday

Boulangers : dans le pétrin

À la suite des protestations de plusieurs artisans-boulangers face à l'explosion de leur facture d'électricité, le gouvernement a reçu leurs représentants le 3 janvier.

À l'occasion du renouvellement des contrats de fourniture d'énergie, leurs tarifs explosent. Ainsi, un

boulangier de l'Oise a reçu en janvier une facture d'électricité de 12 882 euros contre 1 800 euros deux

mois auparavant. Plusieurs boulangers font part d'une augmentation similaire, avec des tarifs multipliés par trois et jusqu'à six, alors qu'ils sont dépendants de fours énergivores. Cela s'ajoute à l'augmentation considérable des autres fournitures, gaz, farine ou beurre. La hausse du prix de vente du pain a des limites et ne compense souvent pas l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie. Nombre d'artisans sont alors pris à la gorge, certains menacés de faillite.

Ils sont en fait victimes du racket de la trentaine de fournisseurs d'énergie, dont EDF, Engie, Total-Energie et les « alternatifs », qui se partagent le gâteau de la revente de l'électricité, bien au-dessus de sa valeur. L'explosion du prix de l'énergie avait commencé avant la guerre en Ukraine

et s'est accentuée depuis. Elle affecte non seulement les consommateurs individuels, qui subiront en 2023 15 % de hausse de leurs tarifs mais aussi des entreprises de production, grandes ou petites consommatrices d'énergie.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a fait mine de s'indigner du fait qu'« un certain nombre de fournisseurs d'énergie ne respectent absolument pas les engagements qu'ils ont pris au titre de la charte » en octobre dernier. C'est une plaisanterie de mauvais goût. Il n'y avait aucun engagement dans cette charte et le gouvernement est totalement complice de ce vol en bande organisée.

Pour compenser l'envol de leur facture d'électricité, les grandes entreprises, elles, ont guichet ouvert auprès du gouvernement.

« L'aide gaz et électricité » financée par l'argent public peut atteindre 150 millions d'euros par entreprise. Les secteurs concernés ne sont certes pas ceux du petit artisan mais ceux de la grande industrie : extraction de houille ou de pétrole, raffinage, fabrication de ciment, aluminium, sidérurgie, chimie, etc.

L'État paye donc à la place des industriels le tribut versé aux trusts de l'énergie, souvent aux mains des mêmes actionnaires. Quant aux aides destinées aux artisans comme les boulangers, elles sont bien plus chiches et contrôlées. Le Maire a juste promis de leur écrire pour les informer du dispositif. Alors que les gros capitalistes reçoivent la galette, le gouvernement tente de rouler les boulangers dans la farine.

C. B.



RATP Maintenance : les 300 euros toujours à l'ordre du jour

Aux ateliers de maintenance des RER et métros de la RATP, le mouvement de débrayages se poursuit depuis la fin du mois d'octobre.

La mobilisation avait commencé en réaction contre la suppression de plusieurs primes, qui pouvait faire perdre jusqu'à 250 euros à certains ouvriers. Mais, rapidement, la revendication de 300 euros d'augmentation pour tous s'est imposée. Le mouvement s'est étendu à un plus grand nombre d'ateliers.

Pour contrer les effets de la grève, la direction se retrouve à déplacer les trains d'un atelier à un autre pour combler les retards pris. Elle fait appel à des intérimaires et au travail de volontaires le samedi.

Le nouveau PDG de la RATP, Castex, est confronté au mécontentement des salariés, auxquels jusque-là la direction répondait qu'elle attendait sa nomination.

Cependant il n'a pas été avare de larmes de crocodile sur les difficultés de ceux qui sont les plus mal payés de la RATP. Les salariés n'ont pas été dupes de cette tentative de division.

La direction parle beaucoup des primes et se réfugie maintenant derrière les discussions salariales dans le cadre des négociations annuelles obligatoires prévues en janvier. L'accord sur les primes soumis à la signature des syndicats prévoit encore la perte de certaines d'entre elles en cas de mobilité, de changement de poste. Quant aux nouveaux salariés, ils les perdraient d'office.

Plus l'accord était connu, plus le désaccord se faisait entendre dans les ateliers. D'abord parce qu'il ne

répond pas au problème du salaire. Ensuite parce que, à juste titre, les grévistes réclament l'intégration des primes dans le salaire. De plus, les réorganisations permanentes décidées par la direction imposent aux agents des changements de poste, d'atelier, avec la menace de pertes de rémunération.

Malgré son chantage à la signature, la direction en a été pour ses frais. Sous la pression des salariés, la CGT, syndicat majoritaire à la Maintenance, a refusé de céder. Obtenir les 300 euros nécessitera bien sûr un mouvement large, dépassant la Maintenance et même la RATP. Le choix de cette revendication par de nombreux salariés dans le pays est aussi une façon de combattre les clivages créés et alimentés par les patrons.

Correspondant LO

Territoriaux d'Angers : les miettes, ça ne suffit pas

Lundi 2 janvier, alors que le maire d'Angers s'apprêtait à présenter ses vœux aux habitants, il a dû faire un détour par le rassemblement des agents de la ville et de l'agglomération venus lui rappeler, devant le Centre des congrès, qu'ils ne sont pas satisfaits de ses propositions dérisoires sur les salaires.

La mobilisation pour une hausse des salaires des territoriaux a commencé fin octobre chez les ASVP et les jardiniers, avant de toucher l'ensemble des services. De novembre aux

vacances de fin d'année, des rassemblements ont eu lieu tous les lundis et jeudis midi sur le parvis de l'hôtel de ville. Les revendications centrales sont un vrai treizième mois, au lieu des

deux primes semestrielles aujourd'hui existantes, et une augmentation de 150 euros sur la prime IFSE, dite prime service public.

Passant d'une vingtaine de travailleurs au départ à plus de deux cents à la veille des fêtes, ces débrayages de 59 minutes ont permis à des salariés employés dans des services dispersés, qui se croisent rarement, de discuter ensemble de leurs problèmes. Et l'insuffisance des salaires, guère supérieurs au smic quand on est en catégorie C, gelés pendant une décennie et augmentés de 3,5 % seulement en juillet 2022 alors que l'inflation caracole, en effet, tout le monde connaît !

Jeudi 15 décembre, pour la première fois, les agents étaient appelés à la grève sur une demi-journée. À partir de midi, ils ont été près de 250 à passer devant la mairie, où le maire Modem Jean-Marc Verchère avait enfin accepté de rencontrer l'intersyndicale. Blocage du tramway, sirènes et pétards à profusion :

RATP réseau bus : proposition indécente

La direction de la RATP revient à la charge pour obtenir un accord avec les syndicats concernant la révision – ou plutôt la dégradation brutale – des conditions de travail des 16 000 conducteurs de bus.

Elle a déjà imposé, depuis le 1^{er} août, une hausse de la moyenne quotidienne de travail équivalant à 120 heures en plus par an selon la direction, à 190 heures selon la CGT. Elle a au passage supprimé une prime de 12 euros net sur les services coupés en deux parties, dont l'amplitude peut aller jusqu'à 11 heures. D'autres compensations liées aux horaires ont aussi été supprimées.

Maltraiter ainsi les travailleurs a fait monter non seulement le chiffre des démissions, mais aussi celui des grèves. Plusieurs journées ont été assez suivies, et tous les jours des travailleurs débrayent 59 minutes ou se mettent en grève sur une partie des services en deux parties.

La direction, n'ayant trouvé aucun syndicat prêt à signer, revient donc avec une proposition de compensation financière plus élevée. Elle annonce une augmentation de 290 euros par mois, mais c'est en additionnant la revalorisation d'une prime et la conversion d'une autre prime en salaire. En réalité, cela tourne autour de 220 euros net en

plus par mois. Et cela ne concernerait pas les futurs embauchés !

Ces 200 et quelques euros, elle les doit depuis longtemps aux travailleurs, et même bien plus, et il n'est pas question d'accepter une quelconque dégradation des conditions de travail en contrepartie, entre autres en voulant supprimer trois repos en 2023, puis six en 2024.

Ce retour de la négociation a surpris beaucoup de monde, d'autant que certains syndicats le présentent comme une victoire, en insistant sur le montant financier. La direction fait évidemment le calcul qu'une signature de syndicats fera baisser les grèves, qu'elle appelle avec mépris « grèves de complaisance », sur les horaires les plus rejetés ; et que, du même coup, elle ferait aussi mieux passer le transfert en filiale en 2025.

Les conducteurs n'ont aucune raison de se sentir engagés par un accord direction-syndicats. Accord signé ou pas, les travailleurs ont au contraire toutes les raisons de combattre toutes les attaques de la direction.

Correspondant LO

les travailleurs en colère se sont fait voir et entendre.

Sans surprise, la concertation n'a accouché que de mesures dérisoires : une mini-augmentation du chèque déjeuner et de la participation employeur à la protection sociale complémentaire. Réunis en assemblée générale à la Bourse du travail le jour même, une centaine de travailleurs ont estimé que c'était loin du compte et que la lutte devait donc continuer.

Dès le samedi 19, une centaine de travailleurs ont bloqué le service de la propreté publique, perturbant le nettoyage des marchés

et du centre-ville. Sur le piquet, les basses températures n'ont pas empêché de chaleureuses discussions, autour d'un brasero puis d'un barbecue, entre éboueurs, employés des musées, des piscines, de la voirie, etc.

Le maire Verchère osera-t-il présenter aux agents ses vœux, prévus lundi 9 janvier, alors qu'il a repoussé toute nouvelle négociation à une date indéterminée ? Face à son attitude, une nouvelle assemblée générale jeudi 5 devait décider de nouvelles actions pour les jours à venir.

Correspondant LO



Rassemblement du 8 décembre 2022 devant la mairie d'Angers.

CHR Metz-Thionville : catastrophe aux Urgences

Depuis trois semaines, les activités non urgentes étaient déjà déprogrammées au sein du CHR de Metz-Thionville, qui regroupe les hôpitaux des deux villes de Metz et Thionville, distants de 41 kilomètres. Cependant, la tension est montée d'un cran vendredi 30 décembre.

Ce jour-là, 55 des 59 employés du service des Urgences de l'hôpital Bel-Air de Thionville étaient en congé maladie, complètement à bout, mis en arrêt y compris par des médecins du service d'urgence.

Le lendemain 31 décembre, le plan Blanc a été déclenché sur le CHR, le service des Urgences de Thionville fermé jusqu'au 6 janvier, seul restant possible l'appel au 15. Ce service, qui disposait de douze box d'accueil, enregistrait

plus de 100 passages par jour, et le CHR manquait de lits et de personnel pour hospitaliser les patients après leur accueil. Les patients restaient sur des brancards dans le couloir et une nuit, plus aucun brancard n'étant disponible, une dame a dû s'allonger par terre. Des patients étaient contraints d'attendre non pas des heures mais des dizaines d'heures, avec un personnel complètement débordé, dans une situation qui n'était plus tenable.

Quant à l'hôpital de Metz, des tentes utilisées dans les situations de catastrophe ont été installées pour faire le tri des patients à l'entrée du service d'urgence.

C'est une situation que le ministre de la Santé, François Braun, connaît bien : avant d'être nommé ministre, il dirigeait les Urgences de ce CHR. Mais voilà : il manque du personnel et la situation ne fait que s'aggraver depuis des années.

En Moselle, la pénurie d'infirmières est encore aggravée par la proximité du Luxembourg où certaines préfèrent aller travailler car elles y sont payées le double que dans les hôpitaux français. Mais il ne



manque pas que des infirmières ! Il manque des brancardiers, des aides soignantes, etc., et les hôpitaux n'en embauchent pas assez.

La situation n'est pas nouvelle. Déjà l'été dernier, faute de pouvoir accueillir les patients, les urgences

avaient été fermées. Le remède : serait d'embaucher, de former, d'augmenter les salaires, de cesser de supprimer des lits d'hôpitaux... ce n'est pas l'ordonnance que s'appête à rédiger le ministre Braun.

Étienne Hourdin

Samu de la Haute-Vienne : la finance aux commandes, danger !

Entre le 29 décembre et le 4 janvier, pendant près d'une semaine, le Samu 87, qui assure les transports en hélicoptère sur tout le Limousin, n'a pas disposé d'appareil la nuit !

Dans ce territoire vaste, avec des zones isolées, des routes difficiles, l'absence d'hélicoptère équivaut à

une perte de chances importante pour des malades ou blessés en urgence absolue.

En fait, la société privée de transports sanitaires hélicoptérés Babcock, qui a remporté l'appel d'offre du CHU de Limoges en octobre 2017, s'est révélée incapable de remplacer un

pilote malade.

C'est une filiale de la multinationale du même nom qui fait ses affaires dans la sécurité, la santé, la maintenance nucléaire et surtout l'armement. Basée en Grande-Bretagne, cotée en Bourse, avec parmi ses principaux actionnaires Goldman Sachs

management, Babcock France a fait un bénéfice de 282 millions de dollars en 2019 ! Après une baisse de ses affaires en 2020 et 2021, elle table sur 221 millions de dollars de bénéfice net pour 2022 « car elle bénéficie d'une demande accrue de la part des clients du secteur de la défense

en raison de la guerre en Ukraine », affirment fièrement ses dirigeants.

Quant à se donner les moyens d'assurer quoi qu'il arrive la sécurité sanitaire de la population au fin fond d'une région, ce n'est évidemment pas la priorité de ces financiers.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Économies d'énergie : les travailleurs trinquent

Se faisant le reflet des déclarations gouvernementales, les médias se sont félicités des économies d'énergie faites ces derniers mois grâce aux « petits efforts » des foyers et à ceux des entreprises qui ont abouti à « de grands résultats ». La dernière semaine de novembre, la consommation d'électricité était en baisse de 8,3% par rapport à la même époque de l'an dernier.

Certes, la température clémente des périodes récentes entre dans la baisse de la consommation énergétique des particuliers. Mais la hausse fulgurante du prix des produits – gaz, électricité, fioul et même pellets de bois – a exercé une contrainte autrement plus forte que tous les appels au civisme des donneurs de leçons. La principale économie a été réalisée en baissant le chauffage, même les jours de grand froid. À l'extérieur de leur habitation, les salariés et les écoliers subissent les baisses de température imposées par les dirigeants

d'entreprises ou les communautés urbaines. Et alors que les jeunes étaient en vacances, bien des patinoires et des piscines n'ont ouvert que partiellement, voire pas du tout.

Quant aux félicitations adressées aux entreprises pour leurs efforts, elles masquent mal que ce sont les travailleurs qui en font les frais. En effet, si de petits artisans sont poussés à la fermeture faute de pouvoir payer leurs factures d'électricité, des grandes entreprises n'ont quant à elles aucun scrupule à fermer des ateliers, voire des usines entières. Ainsi, pour

citer quelques exemples, la verrerie Duralex, dans le Loiret, avait annoncé dès novembre qu'elle mettait son four en veille pendant cinq mois, contraignant 250 travailleurs au chômage partiel. La verrerie Arc, dans le Pas-de-Calais, a suivi cet exemple, éteignant et plaçant 1 600 salariés en chômage partiel deux jours par semaine. ArcelorMittal, qui emploie 2 500 salariés à Fos-sur-Mer, ferme un de ses deux hauts-fourneaux, avec bien entendu des répercussions sur l'emploi, etc. En fin de liste (pour l'instant) le groupe

alimentaire Cofigeo, qui possède entre autres les marques William Saurin, Garbit, Panzani, Raynal et Roquelaure, a annoncé le 2 janvier la fermeture de quatre de ses huit sites, touchant 800 salariés.

Quand des travailleurs sont mis au chômage partiel, c'est l'État qui paie l'essentiel de leurs salaires. Si, de ce fait, l'entreprise s'en sort bien, les salariés mis dans cette situation n'ont pas d'autre choix que de boucler leurs fins de mois avec des salaires amputés, en se serrant la ceinture.

Marianne Lamiral



Sil rouge

L'Église et ceux qui s'inclinent devant elle

La mort de l'ex-pape Benoît XVI a donné lieu à de nombreux hommages, venant de tout ce que la planète compte de gouvernants, d'hommes politiques et de journalistes partisans de l'ordre établi, en attendant que les représentants officiels des États viennent se bousculer à ses funérailles.

Il paraît que ce pape dit émérite, qui vivait depuis dix ans une retraite paisible dans un coin du Vatican, aurait beaucoup apporté par sa pensée et ses études théologiques. On retiendra surtout ses positions réactionnaires marquées, son soutien aux prêtres intégristes et aux religieux pédophiles, et quelques déclarations imbéciles comme celles sur le préservatif « qui aggraverait le problème du sida ».

Ce prêtre, bien à l'image de cette institution profondément réactionnaire qu'est l'Église, mérite à n'en pas douter les hommages d'un monde politique qui ne l'est pas moins.

Le coup de com de Sunak

Rishi Sunak, Premier ministre conservateur du Royaume-Uni, a tenté de redorer son image en se faisant filmer en train de servir des repas à des pauvres. On le voit, tout sourire, demandant à un sans-abri dans quoi il travaille et quels sont ses projets pour la période des fêtes... Quand une telle vidéo a fait le tour des réseaux sociaux, elle a ruiné son opération de relooking compassionnel. Le mépris de ce riche ex-banquier pour les travailleurs pauvres crève l'écran dès qu'il ouvre la bouche. Un mépris « de dingue »... digne de ses voisins d'Outre-Manche.

Un héros de notre temps

Donald Trump est candidat à la présidence des États-Unis avec le même argument de vente qu'en 2016. « L'incomparable succès en affaires » dont il se vante garantirait sa capacité à faire le bonheur du peuple américain.

Mais, après bien des difficultés pour les obtenir, la justice et l'administration fiscale viennent de publier ses comptes et ils racontent une tout autre histoire. La fortune de Trump, bien moins rutilante qu'il le prétend, est le résultat de carambouilles, cavaleries, escroqueries, et surtout du pillage éhonté des fonds publics, accéléré qui plus est lors de son arrivée au pouvoir. Les âmes sensibles, démocrates ou naïves s'émeuvent à tort. Trump n'est pas une anomalie du capitalisme, c'est son portrait craché.

Omar Sy et le film *Tirailleurs* : une vérité qui dérange

Les propos de l'acteur Omar Sy dans le journal *Le Parisien* ont suscité les réactions imbéciles de certains politiciens. Il y était interrogé à propos de son film *Tirailleurs* évoquant la boucherie à laquelle les troupes africaines ont été envoyées lors de la Première Guerre mondiale.

Alors que le journaliste lui demandait s'il était découragé par ce qui se passe en Ukraine, lui dont la famille vient de Mauritanie, très marquée par les guerres, Omar Sy avait répondu : « L'Ukraine n'a pas été une révélation pour moi. Comme j'ai de la famille en Afrique, je sais qu'il y a toujours eu des enfants en guerre, des familles brisées.

Ça n'a jamais cessé depuis la Seconde Guerre mondiale. Ça veut dire que quand c'est en Afrique vous êtes moins atteint ? Petit, j'ai été traumatisé par le conflit Iran-Irak, j'ai grandi avec ces images horribles. On a l'impression qu'il faut attendre l'Ukraine pour s'en rendre compte. »

Omar Sy énonçait là une évidence sur la différence

de traitement des conflits. La guerre en Éthiopie a fait 600 000 morts en deux ans, et c'est à peine si les médias en ont parlé. Celle qui ravage en permanence la République démocratique du Congo et a fait des millions de victimes n'est pas mieux traitée. Quand l'armée française était au Mali, la misère des populations, la corruption du gouvernement n'étaient pas le sujet. En France, les médias passaient en boucle les enterrements de militaires morts pour défendre les intérêts de l'impérialisme français en affirmant qu'ils

étaient allés là-bas pour protéger les Maliens.

Il n'en a pourtant pas fallu plus pour déclencher la colère de la députée européenne Nathalie Loiseau, ancienne ministre de Macron, qui s'est indignée : « Il y a 58 militaires français qui sont morts au Sahel en luttant contre les djihadistes. Non, Omar Sy, les Français ne sont pas moins atteints par ce qui se passe en Afrique. Certains ont donné leur vie pour que les Maliens cessent d'être menacés par les terroristes. » Les Maliens ont pourtant montré ce qu'ils pensaient de cette protection en demandant le départ de l'armée française... Mais Julien Odoul, porte-parole du Rassemblement national, en a rajouté une couche en reprochant à Omar Sy d'oublier que « les guerres africaines atteignent aussi les Français ».

Aujourd'hui comme en 1914, il y a des chiens de garde pour justifier les guerres impérialistes et sauter à la gorge de ceux qui semblent tant soit peu critiques.

Daniel Mescla



Militaires éthiopiens en route pour le Tigré, en novembre 2020.